

*La Société civile des auteurs multimedia rassemble réalisateurs, auteurs d'entretiens et de commentaires, écrivains, traducteurs, journalistes, vidéastes, photographes et dessinateurs. Ces créateurs font la richesse documentaire de la radiophonie, de l'audiovisuel et des nouveaux médias. La Scam les représente auprès du législateur, des producteurs et des diffuseurs. Elle discute, collecte et répartit leurs droits patrimoniaux, affirme leur droit moral et négocie leurs intérêts futurs. La Scam est au 5, avenue Vélasquez. F-75008 Paris. Téléphone 01 56 69 58 58 Fax 01 56 69 58 59 www.scam.fr

Scam*

Communiqué

Paris, le 25 avril 2013

France Télévisions : le grand écart Faire plus et mieux avec de moins en moins d'argent

Dans un contexte d'incertitude sur les sources de financement de France Télévisions, la négociation de l'avenant au contrat d'objectif et de moyens tombe à point nommé pour réviser les équilibres et faire face aux échéances qui se profilent.

Il est d'ores et déjà avéré que France Télévisions ne pourra pas remplir ses objectifs de recettes publicitaires. De plus, l'épée de Damoclès de l'annulation de la taxe télécom demeure toujours suspendue sur les sources de financement de l'audiovisuel public.

L'engagement de l'Etat est à la baisse. A l'horizon 2015, l'écart entre ses ressources et ses charges s'aggrave dans un contexte de concurrence télévisuelle accentuée.

Pour assurer la continuité du service public audiovisuel, la pérennité de son financement est une priorité absolue. Une entreprise comme France Télévisions qui pèse 2,5 milliards d'euros, compte plus de 10.000 salariés et consacre 400 millions d'euros à la création française nécessite une vision à long terme et une stabilité des ressources. Son financement ne peut souffrir des soubresauts d'une politique à court terme.

La Scam reconnaît les efforts de Madame Aurélie Filippetti mais les mesures annoncées à l'occasion de cette négociation ne répondent pas aux ambitions du service public. Les dangers qui pèsent sur les sources de financement sont éludés. La discussion sur le financement de l'audiovisuel public ne saurait se résumer à un simple plan d'économie compte tenu des enjeux auxquels France Télévisions est confrontée.

La Scam appelle les pouvoirs publics à prendre un engagement clair et ferme de financement et d'objectifs sur le long terme. Fermement opposée à un retour de la publicité en soirée, elle salue sur ce point le refus de la Ministre mais rappelle que la contribution à l'audiovisuel public constitue le meilleur levier pour une ambition pérenne. Son montant fait toujours partie des plus faibles en Europe (131 € contre 169 € au Royaume Uni et 215 € en Allemagne), et son dispositif d'exonérations et de dégrèvements permet de préserver les foyers fiscaux les plus fragiles.

Les auteurs de la Scam ont proposé en septembre dernier une augmentation progressive de la contribution sur 5 ans, accompagnée d'une extension de son assiette aux résidences secondaires et aux seconds écrans. Cette proposition est plus que jamais d'actualité.

La revalorisation votée l'an passé par le Parlement était essentielle pour amorcer une nouvelle ambition, mais pour être efficace, elle doit absolument s'inscrire dans un plan quinquennal. **La Scam engage les pouvoirs publics à dissiper les incertitudes qui pèsent sur le financement de l'audiovisuel public afin de lui assurer pérennité et stabilité et conforter ainsi l'enjeu sociétal que représente l'audiovisuel public.**

Depuis trop longtemps, de modifications de cap budgétaire en changements de responsables trop rapprochés, France Télévisions ne dispose jamais des moyens dont jouissent les chaînes privées pour construire une stratégie cohérente dans le temps.